

# Communistes

www.PCF.fr

**Services publics et industrie :**

## **les communistes en campagne (p.4)**



### **Vidéo**

**Ce gouvernement, c'est  
la réunion du Rotary  
Club de  
Neuilly/Seine**

**Une brochure  
présentant le  
siège du PCF (p.5)**

## **Disparition**

**D**idier Migaud est donc, depuis samedi dernier, le nouveau garde des Sceaux. Jusque-là, sur sa fiche biographique de Wikipédia, on pouvait lire : « Le 8 février 2010, Didier Migaud révèle l'existence d'une niche fiscale de plus de 20 milliards d'euros consentie aux grandes entreprises. » Or sa fiche a été rectifiée, ce lundi, à 15 h très exactement ; cette phrase désormais n'y figure plus. Disparus les 20 milliards ! Disparus les cadeaux sans contreparties aux patrons ! Bizarre, vous avez dit bizarre ? Peut-être qu'à l'heure où Migaud va nous entonner avec ses collègues le grand air de l'austérité, il n'est point nécessaire de trop parler de certains magots. ☹

Gérard Streiff

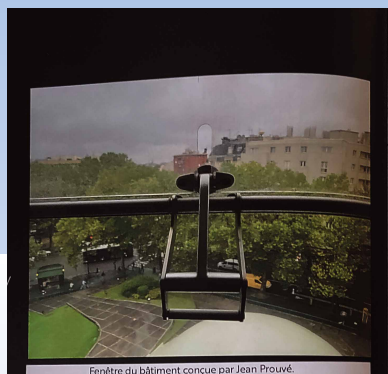
**SOUSCRIPTION** (cliquez)

**Je verse : ..... €**

**« Donnez au PCF  
les moyens d'intervenir »**

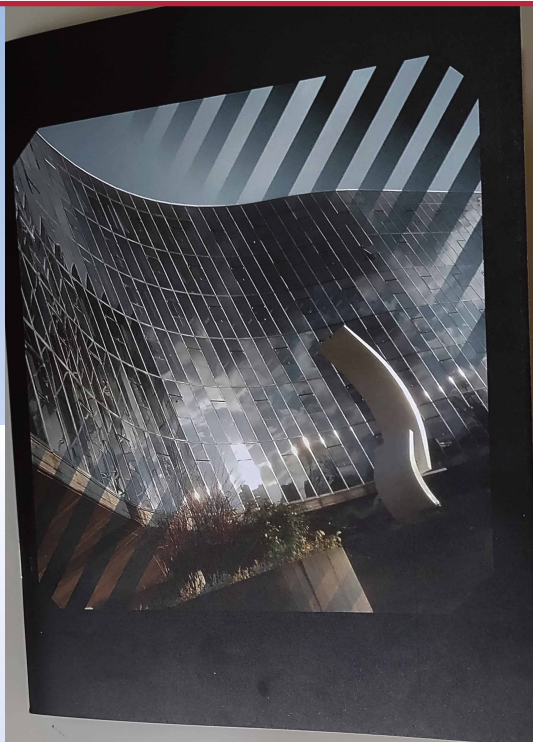
Chèque à l'ordre de « ANF PCF : 2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

## Vient de paraître



Fenêtre du bâtiment conçue par Jean Prouvé.  
Le mécanisme est unique au monde

Flashez ce qrcode pour découvrir



Dessiné par l'architecte brésilien Oscar Niemeyer, le siège du Parti communiste français, communément prénommé « Fabien », est à la fois un monument historique et un OVNI futuriste.

La brochure ci-jointe, écrite par Gérard Pellois, guide infatigable de ce lieu magique et mise en page par Cati Leclère, évoque l'histoire du quartier populaire où l'immeuble trône et retrace les audaces architecturales de Niemeyer.

Cette « maison des communistes » est aussi un lieu de rencontres, de débats, de représentations artistiques et de créations.

Illustrée par de nombreuses et superbes photographies, souvent inédites, ce recueil donne à voir cette « sublime forteresse » comme l'écrivait *Le Monde* lors de son inauguration.

Gérard Streiff

## La maison des communistes



## LES RENDEZ-VOUS MILITANTS

**Pour faire connaître vos initiatives, faites-le savoir par mail à Léna Mons < [Imons@pcf.fr](mailto:Imons@pcf.fr) >**

**27 septembre, à partir de 19 h :** Soirée-débat consacrée à l'actualité des luttes au Kenya et présentation du parti communiste du Kenya (CPK). Avec Arthur Diot, attaché parlementaire et membre du secteur international du PCF. Section PCF Paris 18, 48 rue Duhesme (75018)

### 5 octobre 2024 : Deuxième journée « Communistes dans l'ESS »

La deuxième journée Communistes dans l'ESS, organisée par la commission nationale ESS du PCF, aura lieu le **samedi 5 octobre, de 9h30 à 17h30**, en présentiel au siège du PCF place du Colonel-Fabien, et en visio pour ceux et celles qui ne peuvent pas faire le déplacement. Cette journée se tient dans un contexte politique particulier, où l'ESS s'est mobilisée politiquement comme jamais face aux graves menaces que l'extrême droite représente pour ses valeurs, voire sa survie. La victoire du Nouveau Front populaire qui ouvre de nouvelles voies de lutte, renforce la nécessité pour le Parti communiste d'être à l'écoute de ce qui se construit dans l'ESS, de le répercuter politiquement et d'y participer pour protéger et développer toutes les valeurs communistes portées par l'ESS.

Information et inscription sur <http://ess-pcf.fr>

**19 & 20 octobre :** 83<sup>e</sup> anniversaire de l'hommage aux fusillés de Châteaubriant. Pour les Francilien·nes, AR en bus, repas & hébergement, 90 €. Informations et inscriptions : Olivier Gault 0686284711 / [olivier.gault@laposte.net](mailto:olivier.gault@laposte.net)

**16 & 17 novembre :** Fête de l'Humanité Normandie : musique, culture, politique... Entrée à partir de 20 €, gratuit pour les - de 12 ans. Parc des Expositions, Rouen (76)

**23 & 24 novembre, à partir de 11 h :** 33<sup>e</sup> Fête de l'Humanité Bretagne : concerts, débats... Entrée 20 € les 2 jours, tarif solidaire 10 €, 1 jour 14 €. Parc des expositions, Lorient (56)

# Rendre sa place au Parlement

**P**lus de trois mois après la dissolution, la session parlementaire s'ouvre dans une configuration politique inédite qui a donné une importance particulière à notre journée parlementaire de rentrée. Le 19 septembre dernier, nous nous sommes en effet réunis avec nos collègues sénateurs à l'Assemblée pour préparer la rentrée parlementaire.

Nous le savons, nous sommes attendus par tous les citoyennes et les citoyens qui se sont mobilisés au cours des élections législatives en faveur du barrage républicain. L'ampleur de cette mobilisation, que ni Emmanuel Macron ni les sondages n'avaient anticipée, a permis au Nouveau Front populaire de compter le plus grand nombre de députés dans l'hémicycle. Alors qu'il aurait dû nommer Lucie Castets au gouvernement, le Président de la République ne l'a pas fait. Et c'est dans l'irrespect le plus absolu des Françaises et des Français, qu'il a choisi de nommer un Premier ministre issu du parti Les Républicains.

Après tant de coups portés à la démocratie, tant d'entorses aux usages, tant de torsions des réalités, nous avons pris le temps de l'analyse de la situation, sans nous laisser dicter notre agenda par la pression médiatique. Nous ne tremblons pas face aux tentatives de déstabilisation d'où qu'elles viennent. C'est par le projet politique que nous pourrions transformer les choses en lien avec le mouvement social.



Lors d'un premier débat, au cours duquel une vingtaine d'élus se sont exprimés, nous avons analysé les conséquences des choix antidémocratiques opérés par Emmanuel Macron et déterminé la meilleure façon pour nos deux groupes d'y faire face. Autre sujet d'importance mis à l'ordre du jour de cette journée : la crise institutionnelle en Nouvelle-Calédonie. La présence des deux parlementaires kanak désormais membres de nos groupes à l'Assemblée et au Sénat nous permet d'être particulièrement en pointe sur ce sujet essentiel. La crise déclenchée par le choix irresponsable d'imposer le dégel du corps électoral est toujours aussi aiguë, bien que cette actualité soit passée en arrière-plan des préoccupations médiatiques. Nos parlementaires ont insisté sur le coup inacceptable porté au processus de décolonisation qu'ils décrivent comme un symptôme de l'attitude coloniale du gouvernement.

Nous ne pouvons aborder cette rentrée sans nous arrêter également sur la baisse du pouvoir d'achat, l'avancée de la précarité et de la pauvreté. Nous avons choisi d'aborder ce thème sous l'angle éclairant de « l'insécurité sociale ». Le professeur Nicolas Duvoux, intervenant dans le cadre de ce débat, nous a permis d'élargir notre analyse de la crise sociale. Une crise qui amène des électeurs toujours plus nombreux à se tourner vers le Rassemblement national, alors même que ce parti démontre de façon constante par ses votes sa connivence avec la politique libérale menée par le gouvernement. Enfin, nos travaux se sont achevés par un débat sur la crise institutionnelle et démocratique au cours duquel Benjamin Morel, professeur de droit public, nous a livré son analyse de la situation. Si les solutions à la crise démocratique sont d'ordre politique et ne peuvent être réduites à des questions d'ordre technique ou constitutionnel, la perspective, notamment comparative, dans laquelle s'est inscrit cet échange nous a permis d'approfondir notre analyse et, partant, d'échafauder des stratégies pour rendre toute leur place au Parlement et aux forces de gauche qui le composent.

**André Chassaigne**

# Services publics et industrie : les communistes en campagne

**D**e nouvelles destructions d'emplois dans les services publics et l'industrie. En dépit des résultats des urnes, Emmanuel Macron a fait le choix de la continuité et a nommé un nouveau gouvernement toujours plus à droite. "Simple remaniement ministériel, retour aux années Sarkozy..." les qualificatifs ne manquent pas pour décrire la composition du nouvel exécutif. Sans surprise, les discours de passation des nouveaux ministres s'inscrivent dans la continuité de leur prédécesseur. Rigueur, austérité et coupes budgétaires seront les maîtres mots du gouvernement Barnier. En souhaitant à tout prix réduire le déficit en dessous des 3% d'ici 2027, le Gouvernement pourrait bien être à l'initiative de l'une des plus vastes cures austéritaires que notre pays ait connu ces dernières décennies.

Pourtant, la colère monte dans notre pays. De plus en plus de nos concitoyens ont un sentiment de relégation face à la disparition de nombreux services publics. Les agents eux-même sont de plus en plus nombreux à exprimer leur mal-être face à la dégradation considérable de leur condition de travail. L'annonce de nouvelles coupes budgétaires pourraient tout bonnement entraîner l'effondrement de pans entiers de nos services publics.

Parallèlement, les ouvriers subissent de plein fouet les multiples annonces de plans sociaux et autres fermetures de sites industriels. A l'image du secteur automobile où le président de la fédération des industriels des équipements pour véhicules a indiqué une possible suppression de la moitié des emplois de la filière d'ici cinq ans, de nombreux secteurs industriels se trouvent en grande difficulté.

Face à ces nouvelles offensives libérales et la destruction d'emplois, le conseil national du parti communiste a fait le choix de lancer une campagne nationale structurante autour de deux axes majeurs : l'industrie et les services publics.

L'objectif politique de cette campagne n'est pas simplement de s'inscrire sur la défensive face aux attaques conjointes du Gouvernement et du Capital mais bien au contraire de défendre la création de nouveaux services



publics et d'une nouvelle politique industrielle. Il n'y a aucune fatalité au déclin industriel ni à celui de nos services publics. Au contraire, industrie et services publics constituent pour nous des solutions audacieuses pour faire face aux défis sociaux et environnementaux, maîtriser un mode de développement répondant aux besoins humains, refonder le pacte social républicain en garantissant l'égalité d'accès à l'emploi, la santé, l'éducation, les déplacements... Voilà le combat d'avenir dans lequel sont engagés les communistes.

Le déploiement de la campagne

Cette campagne doit permettre aux communistes d'allier des objectifs politiques et des objectifs d'organisation. Pour ce faire, cette campagne va s'inscrire dans la durée et sera rythmée tout au long de l'année par des points d'étapes permettant de faire état de l'avancée de la campagne et de la réajuster si nécessaire.

La première étape de cette campagne est de la déployer sur l'ensemble du territoire en fonction des réalités locales et des objectifs de structuration de chacune des sections du parti communiste.

Pour ce faire, dans le mois à venir, chaque section sera invitée à identifier au moins un lieu sur lequel elle souhaite animer cette campagne. Ces lieux doivent être

choisis en fonction d'objectifs de structuration - notamment en termes de création de cellules.

Quels peuvent être ces lieux ?

une entreprise ou un service public pour aller directement à la rencontre des ouvriers ou des agents

Un territoire marqué par le recul d'un ou plusieurs services publics (notamment dans nos banlieues et nos campagnes) pour y faire du porte à porte et organiser la mobilisation pour l'ouverture d'un nouveau service public Une fois ces lieux identifiés, chaque section sera invitée à rencontrer les responsables syndicaux, collectifs de défense du service public afin d'élaborer le contenu local de cette campagne. Par la suite, l'objectif est d'organiser a minima une action militante par mois sur ces lieux, de lancer une pétition afin de récolter des contacts et d'organiser des conférences locales sur ce sujet.

Ces actions militantes, pétitions et rencontres avec les salariés permettront d'irriguer le contenu national de la campagne afin d'exiger du pouvoir une nouvelle politique en faveur du développement des services publics et de la réindustrialisation de notre pays.

Le succès de cette campagne dépend de la mobilisation pleine et entière de l'ensemble des militantes et militants communistes et de la réorganisation d'un système de suivi des fédérations plus performant et plus régulier.

Toutes et tous en campagne

Cette campagne doit permettre aux communistes d'avoir tous les outils nécessaires pour s'adresser aux travailleurs de ce pays. Dans les banlieues des métropoles comme dans les zones rurales, parlons d'une seule et même voix du nécessaire réinvestissement dans des services publics et de la réindustrialisation de notre pays. Faisons de la défense des travailleurs et de l'emploi la nouvelle boussole de la gauche. C'est à cette seule condition que nous parviendrons à recréer de l'unité dans la classe travailleuse et par là même à faire reculer l'extrême droite. Au travail, et toutes et tous en campagne ! ✊

**Véronique Mahé, Aymeric Seasseau  
et Léon Deffontaines**

# A l'année prochaine camarades

**C**'est encore près de 8 000 personnes qui cette année sont passées au siège du Parti lors des journées du patrimoine. Une file d'attente impressionnante !

Seuls, en couple, en famille, en bandes de copains et de copines, beaucoup de jeunes qui, pour confirmer les paroles d'Oscar Niemeyer : « La beauté, la fantaisie, la surprise architecturale... constituent pour moi l'essence de l'architecture », restaient donc sur le parvis pour admirer cette grande façade de verre ; photos, selfies fixent l'instant, le souvenir.

Puis c'est l'entrée et là, pour beaucoup, la découverte commence. Découverte du lieu mais aussi de l'osmose entre l'œuvre d'Oscar Niemeyer, les fréquentes expositions et le rapport du PCF à l'art et à la création. Il est dommageable que les visiteurs n'aient pu voir la fresque d'images, création artistique en elle-même, une nouvelle fois occultée et qui aurait pu leur faire rencontrer Gorki, Picasso, Éluard, Aragon et d'autres encore.

Puis c'est l'entrée sous la coupole, bien loin de ressembler aux images qu'ils ont pu en voir ou à celles de leurs souvenirs. Sous ce dôme se sont tenues plus d'une dizaine de conférences au cours desquelles, avec mon camarade Jean-Phi-



lippe Gillet, nous ne sommes pas restés au béton brut de décoffrage, à l'architecture dite moderne et aux 67 mètres de long du bâtiment ; nous sommes allés creuser la terre de laquelle il est né, l'engagement politique de son concepteur, des constructeurs et des militants du Parti, le climat de guerre froide, la nature des difficultés financières rencontrées, etc. Nous avons bien évidemment mis dès le départ les choses au point au début de chaque conférence : « Le PCF est toujours propriétaire de son siège Colonel-Fabien, nous sommes l'un des rares, sinon le seul parti politique dans ce cas sur une période de 53 ans, et qu'il n'est pas à vendre. » Chacune des conférences rassemblait au bas mot la centaine de visiteurs, un auditoire respectueux, attentif et réceptif, autant intéressé à l'histoire de ce bâtiment qu'à l'histoire du lieu et de notre parti, Autant dire que nous avons tenu la plus grande rencontre politique de notre parti de la dernière période.

Ces journées du patrimoine sont l'occasion de faire

de belles rencontres et d'engager des discussions, voire des adhésions ; elles sont un instant privilégié de la vie de militant-es communistes, au même titre que la Fête de l'Humanité. À la différence c'est que les occasions de s'accorder une détente sont plus rares, après il suffit de s'organiser, comme pour la tenue d'un stand. Cette année deux camarades, Monique Renault et Claude Saligny, ont donné de leur temps à l'accueil et à la vente de la brochure « La maison des communistes ». Cet engagement militant pourrait conduire à la tenue de la boutique par les militants du Parti, et la jeunesse y serait bienvenue compte tenu de la nature des visiteurs.✳

**Gérard Pellois**

## PCF SOUSCRIPTION (cliquez)

*Cette contribution est essentielle au fonctionnement du PCF et à son intervention dans le débat politique traversé par une large et profonde colère sociale. C'est un enjeu démocratique majeur à l'heure où tout est mis en œuvre pour réduire le débat politique au face à face Macron-Le Pen.*

**Je verse :**..... € Ma remise d'impôt sera de 66% de ce montant

NOM.....PRÉNOM .....

ADRESSE .....

CODE POSTAL..... VILLE.....

Chèque à l'ordre de « ANF PCF »  
2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

## Agir pour une paix juste au Proche-Orient :

# Jusqu'à quand la France va-t-elle rester spectatrice?

Un sentiment de honte nous étreint. Celui de voir la France rester spectatrice des massacres et des bombardements commis par l'armée israélienne contre les populations civiles en Palestine et au Liban. Le PCF soutient indéfectiblement la lutte pour la réalisation des droits nationaux du peuple palestinien, c'est-à-dire celui de vivre dans un Etat pleinement indépendant, démocratique et laïc sur les frontières de 1967, avec Jérusalem Est pour capitale, aux côtés de l'Etat d'Israël, le droit au retour des réfugiés, ou à une compensation, et la fin de la colonisation et de l'occupation tel que cela a été une nouvelle fois exigé par la Cour internationale de justice le 19 juillet dernier.

Fabien Roussel a rappelé cette exigence et cette solidarité à la délégation de l'OLP en visite en France à l'occasion de la fête de l'Humanité. Nous avons rencontré Ahmad Tamimi, ministre, Membre du Comité exécutif de l'OLP et Président du Département des Droits de l'Homme et de la Société civile et Qaddura Fares, ministre, président de la Commission des Affaires des détenus et ex-détenus Palestiniens, accompagnés de l'Ambassadrice de Palestine en France, Hala Abou Hassira.

Cette rencontre s'est tenue avec gravité et émotion. Aujourd'hui, le peuple palestinien, du fait des massacres de masse, des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité commis par l'armée israélienne sous le commandement du gouvernement d'extrême-droite de Benjamin Netanyahu, est face à l'une des plus grandes catastrophes de son histoire. Les prisonniers palestiniens détenus dans les prisons israéliennes sont régulièrement soumis à des actes de torture. La Cisjordanie est mise à feu et à sang par l'armée et les colons. Depuis cette rencontre, le gouvernement israélien cherche brutalement et délibérément l'escalade guerrière avec le Liban, prenant le risque d'une guerre régionale. 500 morts pour la seule journée de lundi ! Le peuple libanais est à nouveau victime de la politique meurtrière d'un gouvernement israélien. Comme l'a souligné la délégation palestinienne, le peuple israélien est aussi menacé par cette politique



de hors la loi, comme l'ensemble des peuples de la région. Pour ses violations répétées et frontales du droit international la place de Netanyahu, de ses ministres, est devant la justice internationale, comme les dirigeants du Hamas, comme l'a exigé le procureur de la CPI. Les provocations du Hezbollah ou du régime iranien n'autorisent pas plus les crimes de Tsahal contre des civils que les pogroms du 7 octobre ne "justifiaient" la destruction de Gaza. La délégation de l'OLP insiste sur la responsabilité historique de la communauté internationale, incapable de contraindre les gouvernements israéliens successifs à respecter ni le droit international, ni les résolutions de l'ONU (plus de 85 résolutions du conseil de sécurité, plus de 700 de l'assemblée générale). Non, le conflit n'a pas commencé le 7 octobre. Le gouvernement israélien ne respecte pas davantage les décisions de la CIJ lui enjoignant de prévenir tout risque de génocide. Presqu'un an après les pogroms du Hamas du 7 octobre, des dizaines et centaines de milliers d'Israéliens continuent à exiger chaque semaine la démission de Netanyahu, la libération des otages et un accord de cessez-le-feu dans un mouvement historique dans son ampleur et sa durée. Samedi dernier, la direction de Standing Together a rencontré une délégation du PCF, appelant à la construction d'un front politique large, fondé sur des revendications politiques (cessez-le-feu et libération des otages, reconnaissance de l'Etat de Palestine sur les

frontières de 1967, cessation des exportations d'armes à destination d'Israël, fin de l'occupation et de la colonisation), et non sur une inflation des termes dictée par une émotion par ailleurs légitime.

La délégation de l'OLP (d'ailleurs tout comme celle de Standing Together) a appelé à renforcer la pression sur le gouvernement français pour que celui-ci agisse concrètement pour faire appliquer le droit international. La reconnaissance immédiate de l'Etat de Palestine par la France, sur la base des frontières de 1967, aux côtés de l'Etat d'Israël, c'est-à-dire une solution à deux Etats, est absolument nécessaire et urgente. Il est plus qu'urgent de sortir de l'hypocrisie. La France doit également agir pour que les auteurs de crimes de guerre, soldats ou mercenaires, soient traduits devant la justice : des plaintes sont d'ores et déjà déposées devant la CPI.

Il n'y aura pas de paix sans droit, ni justice. L'impunité et les violations du droit international doivent cesser. Récusant toute dérive ou manipulation essentialiste, seule une solution politique sera à même de mettre fin au conflit. C'est d'ailleurs le sens de la déclaration commune entre nos camarades du Parti communiste israélien et du Parti populaire Palestinien publiée en juillet dernier : cessez-le-feu, retour des déplacés, libération des otages israéliens et des prisonniers politiques palestiniens, deux Etats sur les frontières de 1967. Voilà les bases pour reconstruire un mouvement pour une paix juste, large, qui manque tant, qui soit à la hauteur des enjeux et du caractère tragique de la situation pour les peuples libanais, palestinien et israélien, et qui soit à même d'instaurer un rapport de force dans la société française face aux choix hypocrites du gouvernement. Le PCF continuera ce combat pour que les deux peuples, palestinien et israélien, puissent vivre à égalité de droit dans deux Etats sur une même terre.

Vincent Boulet

# Apprentissage : Quand l'État subventionne l'exploitation des jeunes

La situation budgétaire du pays est préoccupante. Alors que Bruno Lemaire vante un bilan qui pourtant se trouve être catastrophique, l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE) nous alerte sur la situation de l'apprentissage. Dans une étude publiée le 12 septembre, l'organisme nous révèle le dysfonctionnement et le coût exorbitant de ce totem d'Emmanuel Macron, dont les résultats sont contestables. Nous connaissons les limites de ce système de formation



par alternance, dont l'équilibre entre formation théorique et expérience pratique semblait déjà trahi par nombre d'entreprises, dont l'embauche d'apprentis se révèle être un moyen de combler un besoin de main-d'œuvre exploitable, disponible et peu chère.

Nous connaissons désormais son coup. 25 milliards d'euros, c'est le montant de l'aide accordée aux entreprises qui embauchent des apprentis. Voilà les ambitions du Président de la République pour la formation professionnelle : arroser les entreprises d'argent public, sans contrepartie, et avec un effet très limité sur l'emploi.

L'étude de l'OFCE démontre que les contrats d'apprentissages – qui représentent 38 % des emplois des jeunes créés entre 2018 et 2024 – n'ont en réalité qu'un effet minime sur l'emploi : rien ne garantit que l'apprenti restera salarié de l'entreprise à la fin de son contrat. La hausse du nombre de jeunes inscrits au chômage à l'issue d'un contrat d'apprentissage nous démontre même l'inverse.

Alors que l'apprentissage devait profiter aux jeunes qui

ne se retrouvent pas dans d'autres dispositifs de formation, ou qui souhaite rejoindre tôt le monde du travail, la réalité est autre : 62 % des entrées concernent des étudiants diplômés ou en étude supérieure, qui n'ont d'autres possibilités qu'un contrat d'apprentis pour se sortir de la précarité, ou faute d'emplois disponibles. À l'inverse, les jeunes sans emploi ni formation ne profitent que très peu du

dispositif.

Aux disparités géographiques, manque d'investissement dans les formations, précarité des apprentis et à l'absence d'accompagnement de jeunes de parfois 16 ans, vient s'ajouter le gouffre financier de l'aide aux entreprises qui exploitent ces apprentis.

À défaut, le MJCF porte une vision émancipatrice et qualifiante de la formation professionnelle. Pour cela, nous soutenons le réinvestissement dans les lycées professionnels, mis à bas par des années de politiques austéritaires.

Nous revendiquons la création d'un statut du stagiaire permettant l'encadrement pédagogique des stages et une juste rémunération financée par le patronat via l'augmentation de la taxe d'apprentissage.

Plutôt que d'arroser les entreprises d'argent public pour lutter faussement contre le chômage, soyons moteur d'une planification démocratique des formations, pour répondre aux aspirations des jeunes et aux besoins industriels, sociaux et environnementaux !

**Bastien Bonnargent**



Soutenons l'Avant-Garde  
journal des jeunes communistes

dons à envoyer à Avant-Garde  
2 place du Colonel Fabien 75019  
chèque à l'ordre de l'association Paul Langevin



2, place du Colonel-Fabien - Paris 19<sup>e</sup>

COMITÉ DE RÉDACTION :

Igor Zamichiei (directeur),  
Gérald Briant, Amado Lebaube,  
Léna Mons, Rachel Ramadour.

RÉDACTION : Gérard Streiff / Mèl : [communistes@pcf.fr](mailto:communistes@pcf.fr)

RELECTURE : Jacqueline Lamothe

MISE EN PAGES ET MISE EN LIGNE : Zouhair@NAKARA.info

(Tél. : 06 07 99 90 81) Publication du PCF sous Creative Commons BY-NC-SA

## Élections régionales dans le Land de Brandebourg

### Courte victoire du SPD malgré une nouvelle percée de l'extrême droite



**A**près les succès de l'extrême droite aux parlements régionaux de Saxe et de Thuringe le 1<sup>er</sup> septembre dernier, on attendait avec une certaine inquiétude l'issue du scrutin du Brandebourg, ce frontalier de la Pologne, lui aussi issu de l'ancienne RDA et qui entoure la capitale Berlin. Jadis, l'influence de Die Linke y était très importante, puisque de 2009 à 2019, le Brandebourg a été gouverné par une coalition SPD-Die Linke, qui constituait alors la deuxième force politique avec près de 20 % des voix. En 2019 déjà, Linke a perdu la moitié de ses voix et de ses sièges et l'AfD a plus que doublé son pourcentage, le Brandebourg étant dès lors gouverné par une coalition SPD-CDU-Verts sous la conduite de **Dietmar Woidke (SPD)**, ministre-président (= chef du gouvernement) du Brandebourg depuis 2013.

La hausse de participation au scrutin du 22 septembre indique une forte mobilisation de l'électorat qui a profité au ministre-président sortant et aux deux partis populistes, l'AfD et la BSW de Sarah Wagenknecht.

**Le SPD** est parvenu à remonter son score par rapport à des sondages défavorables, en misant tout sur la popularité du ministre-président sortant, Dietmar Woidke, qui a su soigner son image de « Landesvater » (père du Land) en se démarquant du gouvernement fédéral et du Chancelier Scholz,

Résultats		
Participation électorale : 72,9 % (+ 11,6) vorl. Endergebnis		
	%	Sièges
SPD	30,9 (+ 4,7)	32 (+ 7)
AfD Alternative für Deutschland	29,2 (+ 5,7)	30 (+ 7)
BSW Alliance Sarah Wagenknecht	13,5 % (+ 13,5)	14 (+ 14)
CDU	12,1 (- 3,5)	12 (- 3)
Verts	4,13 (- 6,7)	0 (- 10)
Die Linke	3 (- 7,7)	0 (- 10)

88 sièges (majorité absolue : 45)

non invité à venir soutenir la liste SPD. Du coup, cette courte victoire sur l'AfD permet au SPD fédéral de pousser un ouf de soulagement. Mais les deux partenaires locaux du SPD, la CDU et les Verts, font les frais du succès du SPD.

**L'AfD** donnée en tête par les sondages rate donc son objectif mais continue son inquiétante progression, avec de nombreux électeurs parmi les jeunes ; elle s'établit comme dans les autres Länder de l'Est à un niveau élevé d'environ 30 %. L'autre progression spectaculaire est celle de **la BSW de Sarah Wagenknecht** qui a mobilisé bien au-delà de l'électorat gagné sur Die Linke, notamment parmi les abstentionnistes. Mais comme en Saxe et en Thuringe, son succès n'empêche pas la montée de l'AfD.

Les deux grands perdants de l'élection sont les Verts qui ne seront plus représentés au Landtag alors qu'ils faisaient partie du gouvernement sortant du Land et surtout Linke qui subit une véritable

débâcle électorale, là où elle était naguère bien implantée. Pour la première fois depuis la réunification, Die Linke ne sera plus représentée dans un Landtag de l'ancienne RDA, ce qui amène la direction fédérale à parler de « césure » dans l'histoire du parti.

Dietmar Woidke (SPD) restera donc chef du gouvernement du Land, mais sans majorité absolue s'il gouverne avec la seule CDU. Tout comme en Saxe et en Thuringe, l'attitude de la BSW de Sarah Wagenknecht est incertaine : au Brandebourg, elle peut tolérer une coalition SPD-CDU ou bien entrer dans une coalition avec ces deux partis.

Il reste que la coalition au pouvoir à Berlin (SPD-Verts-Libéraux) est toujours aussi faible politiquement, rejetée par les urnes, sans que la CDU apparaisse comme une alternative face à la progression de l'AfD et sans alternative de gauche. Une situation à haut risque avant les élections fédérales prévues pour l'automne 2025. ❄️

**Alain Rouy**

collectif Europe, secteur international du PCF